

Convention collective

**IDCC : 8116. – PERSONNEL D'ENCADREMENT
DES EXPLOITATIONS AGRICOLES
DE POLYCLTURE ET D'ÉLEVAGE
(Ile-de-France)
(2 décembre 1996)**

(Étendue par arrêté du 21 août 1998,
Journal officiel du 29 août 1998)

AVENANT N° 35 DU 6 JANVIER 2017

NOR : AGRS1797115M
IDCC : 8116

Entre

Fédération régionale des syndicats d'exploitants agricoles d'Ile-de-France (FRSEA IF)

D'une part, et

Fédération de l'agriculture CFTC-Agri

Fédération centrale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation et des secteurs connexes
FGTA FO

Syndicat national des cadres d'entreprises agricoles SNCEA CFE-CGC

Syndicat francilien de la production agricole et de l'hippisme SFPAH CFDT

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les dispositions du *a* « Période d'essai » de l'article 15 de la convention collective régionale du 2 décembre 1996 concernant le personnel d'encadrement des exploitations agricoles de polyclture et d'élevage de l'Ile-de-France sont annulées et remplacées par les dispositions suivantes :

« La durée de la période d'essai des techniciens et agents de maîtrise (TAM) et des cadres est fixée à :

- 3 mois éventuellement renouvelables pour l'ensemble des TAM niveaux 1 ou 2, échelons 1 ou 2 ;
- 4 mois éventuellement renouvelables pour l'ensemble des cadres niveaux 1 ou 2.

Lorsque l'employeur met fin à la période d'essai, le salarié est prévenu dans un délai qui ne peut être inférieur à :

- 24 heures en deçà de 8 jours de présence ;
- 48 heures entre 8 jours et 1 mois de présence ;
- 2 semaines après 1 mois de présence ;
- 1 mois après 3 mois de présence.

Pour sa part, le salarié mettant fin à la période d'essai respecte un délai de prévenance de 48 heures. Ce délai est ramené à 24 heures si la durée de présence du salarié dans l'entreprise est inférieure à 8 jours.

La période d'essai, renouvellement inclus, ne peut être prolongée du fait de la durée du délai de prévenance. Lorsque le délai de prévenance n'a pas été respecté, son inexécution ouvre droit pour le salarié, sauf s'il a commis une faute grave, à une indemnité compensatrice. Cette indemnité est égale au montant des salaires et avantages que le salarié aurait perçus s'il avait accompli son travail jusqu'à l'expiration du délai de prévenance, indemnité compensatrice de congés payés comprise.

La partie qui désire mettre fin à la période d'essai doit en avertir l'autre par courrier recommandé avec avis de réception. »

Article 2

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé en quatre exemplaires au siège de la DIRECCTE Ile-de-France.

Fait à Paris, le 6 janvier 2017.

(Suivent les signatures.)